



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**EVALUATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE
DE L'AFRIQUE EN 1992
ET PERSPECTIVES POUR 1993**

**CONFERENCE DE
FIN D'ANNEE**

Layashi YAKER
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT
DES NATIONS UNIES
SECRETAIRE EXECUTIF
DE LA CEA

ADDIS-ABEBA
18 DECEMBRE 1992

**EVALUATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE
DE L'AFRIQUE EN 1992
ET PERSPECTIVES POUR 1993**

DECLARATION ANNUELLE

Layashi YAKER
Secrétaire général adjoint des Nations Unies
Secrétaire exécutif de la Commission économique
pour l'Afrique

Addis-Abeba, 18 décembre 1992

Excellences, Messieurs les Ambassadeurs et
Chefs de mission diplomatique,
Messieurs les Représentants des Institutions et
organes des Nations Unies, et
Messieurs les Chefs d'Organisations
régionales africaines
Représentants des média,
Mesdames, Messieurs,

J'ai grand plaisir à vous souhaiter la bienvenue à la Maison de l'Afrique à l'occasion de ma première déclaration de fin d'année. Je vous remercie tous d'avoir honoré notre invitation. Votre présence ici, aujourd'hui, est un témoignage de votre soutien constant et de celui de vos gouvernements et institutions à l'oeuvre des Nations Unies et général et à celle de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en particulier.

Lorsque j'ai pris mes fonctions à la tête de la CEA, il y a quatre mois, je n'ai pas considéré le soutien et la coopération de vos gouvernements ou institutions comme allant de soi. Bien au contraire, je me suis rendu compte que les bonnes relations entre les gouvernements des Etats membres - nos mandants - et la CEA doivent être entretenues et soutenues grâce à des actions concrètes, significatives. C'est dans ce contexte que j'apprécie hautement le dialogue de fond entre les représentants des Etats membres, les organisations et les média à Addis-Abeba et le secrétariat.

Traditionnellement, la déclaration de fin d'année est consacrée à l'examen préliminaire de la situation économique et sociale en Afrique durant l'année écoulée et aux prévisions pour l'année à venir. Je voudrais, en conséquence, présenter un bilan préliminaire de la performance des économies africaines en 1992, tenter une réflexion sur les résultats enregistrés au niveau de la région et examiner les perspectives pour 1993 telles que nous les évaluons à la CEA. Enfin, je ferai quelques observations sur des questions de portée stratégique tenant compte des événements importants qui se sont produits durant l'année et qui sont susceptibles d'avoir un impact sur le développement de l'Afrique en 1993 et au-delà.

A. SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN 1992

L'année 1992 a été marquée, pour un certain nombre de pays africains, par de graves crises sociales et politiques et tout examen, toute analyse des tendances du développement sur le continent doit nécessairement prendre en compte l'état actuel des réalités présentes de la région. En fait, le lien de plus en plus étroit entre le politique et l'économique, les aspects multiformes de l'environnement propice à la croissance économique et à de meilleurs résultats en Afrique sont des données qu'on ne saurait ignorer.

Après les mauvais résultats de 1991, année pendant laquelle la production globale n'a augmenté que de 1,9%, on s'attendait à une nette reprise économique en 1992. Il est maintenant presque certain, sur la base des estimations préliminaires de la CEA, que la croissance n'a pas

été supérieure à 2%. Cela indique que la production ne s'est accrue en moyenne que de 2,1% par an en Afrique durant les deux premières années de la décennie en cours et qu'avec un taux d'augmentation de la population d'environ 3,1% dans la région, le revenu par habitant a baissé de près de 1% par an, comme c'était le cas dans les années 80. Ce que cet indicateur macro-économique négatif ne fait pas apparaître suffisamment c'est la détérioration profonde dans de nombreux domaines du secteur social, qui se poursuit dans certaines parties de l'Afrique: malnutrition et famine, déplacements massifs de populations, morts et mutilations causées par la disette, la violence sous toutes ses formes, les guerres.

Dans l'ensemble, trois facteurs négatifs majeurs dans les domaines social, politique et économique ont entravé le redressement économique et social en 1992. Ce sont: 1) les effets des guerres civiles et l'instabilité chronique de la situation politique dans un certain nombre de pays africains; 2) les catastrophes naturelles, spécialement la sécheresse en Afrique de l'Est et en Afrique australe; et 3) l'environnement extérieur marqué par la faiblesse de la reprise économique dans les pays industrialisés. J'examinerai ces trois facteurs successivement.

Dans le domaine socio-politique, la situation très préoccupante qui prévalait en Somalie mérite une mention spéciale. La guerre civile atroce dans laquelle ce pays est plongé depuis la désintégration de la société en factions belligérantes, a déjà fait de nombreuses victimes, détruit pratiquement toutes les institutions de la société civile et infligé des dégâts considérables aux infrastructures construites à grands frais depuis l'indépendance. Il faut espérer que la Conférence récemment organisée - et qui a connu le succès que l'on sait - sur l'assistance humanitaire à la Somalie, il y a tout juste deux semaines, ici même à la Maison de l'Afrique, siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, tout comme la récente initiative du Conseil de sécurité sur la protection, par des moyens militaires, de l'aide humanitaire, inversera le processus d'auto-destruction dans lequel ce pays s'est malheureusement engagé depuis quelque temps.

Ailleurs, au Libéria, au Mozambique, en Angola, au Rwanda, dans le Sud Soudan et en Sierra Leone, de violents combats ont eu lieu en 1992 encore que la guerre civile au Mozambique semble tirer à sa fin grâce à l'Accord signé récemment à Rome par les parties au conflit. Espérons que la récente initiative du Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et du Conseil de Sécurité en faveur des mesures de maintien de la paix dans ce pays auront un effet positif afin que les tâches de réhabilitation et de développement puissent être entreprises sans plus tarder. En Angola, les pertes en vies humaines, la destruction des infrastructures physiques et la déségrégation sociale ont atteint un niveau considérable. Il est urgent que la fin de la guerre civile et l'émergence d'un gouvernement stable permettent à ce pays d'amorcer sa renaissance grâce à une utilisation adéquate de ses immenses ressources. Au Libéria, il y a eu à nouveau une recrudescence des combats ces derniers temps et rien ne semble annoncer pour le moment la fin de la guerre civile qui continue de dévaster ce pays depuis le milieu de l'année 1990. En Afrique du Sud, la violence a repris au point d'entraver le transfert ordonné du pouvoir et l'avènement du gouvernement de la majorité, éléments si importants pour l'intégration de l'économie sud-africaine et pour l'économie régionale.

Dans toute la région, la tendance en cours vers des formes de gouvernement plus démocratiques qui s'est intensifiée au cours des deux dernières années, ne s'est pas faite sans difficulté, à en juger par les expériences dans un certain nombre de pays. Cependant, une réduction de la tension politique était perceptible en 1992 et certains des pays engagés dans ce processus, par exemple, le Bénin et le Congo, ont vu le transfert du pouvoir s'effectuer pacifiquement au moyen d'élections démocratiques avec une participation populaire substantielle.

Les catastrophes naturelles ont constitué le deuxième facteur majeur qui a influé sur la situation économique en 1992, en particulier, la sécheresse dévastatrice qui a affecté une grande partie de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Cette sécheresse qui, en Afrique australe, est la pire jamais enregistrée, a atteint son paroxysme au début de 1992 - absence de pluies pour la deuxième année consécutive - entraînant de graves conséquences pour la production agricole et agro-industrielle et pour d'autres domaines d'activité tels que la production d'énergie hydro-électrique et la pêche.

L'ampleur du problème a été reflétée par la situation du Zimbabwe qui, normalement, est un producteur excédentaire et un exportateur de maïs. Les livraisons à l'Office de commercialisation céréalière du Zimbabwe n'étaient en 1992 que de 10 000 tonnes environ alors qu'elles sont normalement supérieures à un million de tonnes. On estime qu'au Zimbabwe la récolte totale de maïs a diminué de 70%. Quarante millions de personnes seraient menacées par des pénuries alimentaires dans la sous-région et quelque six millions de tonnes de céréales ont dû être importées par les pays de la SADC, alors qu'en année normale les besoins d'importation ne s'élèvent qu'à deux millions de tonnes.

Cependant, les effets de la sécheresse n'ont pas été seulement la chute brutale de la production agricole et la baisse de la production globale. Les pays affectés ont été obligés de réduire les investissements et d'allouer des fonds spéciaux à la réhabilitation, d'augmenter les importations et de remettre à plus tard l'application de certaines mesures d'ajustement. En bref, la situation dans les sous-régions de l'Afrique de l'Est et d'Afrique australe nous a rappelé la vulnérabilité permanente de l'Afrique aux aléas climatiques.

Enfin, il convient d'admettre que l'évolution de l'économie mondiale demeure défavorable au développement de l'Afrique. Le ralentissement de la croissance globale, l'absence de progrès significatifs concernant la dette extérieure et la chute des cours des produits de base semblent avoir entravé le processus d'ajustement et de réformes internes sur le continent dans la mesure où bon nombre des programmes accompagnant ce processus n'ont pu bénéficier d'un financement adéquat. S'il y a eu un certain redressement de l'économie mondiale en 1992, par rapport à la basse conjoncture de 1991, le taux réalisé a été faible, en particulier dans les pays industrialisés qui sont les principaux partenaires de l'Afrique.

Conséquence de cette évolution, la demande d'exportations africaines a baissé considérablement, avec des chutes encore plus importantes des cours des produits de base. Selon certaines estimations, les cours moyens ont diminué de 4% en 1992 par rapport à 1991 tandis que les prix des produits utilisés pour la fabrication des boissons et ceux des minerais métalliques

ont diminué de 13% et de 2,7% respectivement au cours de l'année. Les données disponibles à la CEA indiquent que les prix du pétrole, qui ont augmenté de mars à juin et se sont redressés légèrement en septembre 1992 pour atteindre en moyenne 20,35 dollars le baril, sont restés au même niveau en octobre et se sont remis à chuter depuis le début de novembre. Calculés sur une base annuelle, les cours du coton, du sucre, du minerai de fer et de l'uranium ont également baissé encore en 1992. Bien qu'il y ait eu un redressement notable des cours du bois en grume, des métaux précieux, du cobalt et du phosphate, ces augmentations n'ont pas été suffisantes pour entraîner un changement positif en ce qui concerne le niveau global des cours des produits d'exportation.

Dans le même temps, l'Afrique n'a pas, en 1992, profité de la baisse de l'inflation dans les pays industrialisés en 1992 dans la mesure où les cours internationaux des produits manufacturés ont augmenté considérablement, alourdissant la facture des importations et détériorant davantage les termes de l'échange des pays africains de 5,8% environ. Par ailleurs, les tensions au sein du système monétaire européen ont été dommageables aux pays africains dont la monnaie est alignée sur le franc français. Pour de tels pays, la seule perspective que la stabilité monétaire conférée par l'appartenance à la zone franc puisse disparaître est une source de spéculation déstabilisatrice qui à la fois décourage les apports de ressources financières et encourage la fuite des capitaux.

Le différend commercial entre les Etats Unis d'Amérique et la Communauté européenne a empêché de mener à bonne fin les négociations commerciales de l'Uruguay Round pendant une bonne partie de l'année. Dans tous les cas, même si l'Uruguay Round se terminait en 1992, sur la base des modalités actuelles, il est probable que les principaux bénéficiaires seront les exportateurs actuels de produits alimentaires tels que les Etats-Unis, le Canada et l'Argentine. Il n'est nullement acquis que les riches marchés de la Communauté européenne s'ouvriront davantage aux exportations agricoles africaines. Pourtant, il demeure nécessaire d'apaiser les inquiétudes des pays africains que partagent la plupart des pays en développement, à savoir que leurs industries de services naissantes seront touchées par la libéralisation accrue et peut-être par des mesures de dumping et que leur liberté de subventionner leur secteur agricole et de protéger leurs industries manufacturières - souvent récentes sera gravement compromise dans le cadre des nouvelles règles du GATT.

En raison de la faiblesse de la demande et des cours des exportations de l'Afrique en 1992, la valeur des exportations est restée au niveau de 75-80 milliards de dollars E.U., le même que pendant la période 1990-1991. Les importations, d'un autre côté, seraient passées de 78 milliards de dollars environ en 1991 à environ 83 milliards en 1992, ce qui a eu pour effet de creuser le déficit commercial. Un déficit commercial plus lourd, ajouté à un excédent moins important dans le domaine des transferts publics et privés et à un déficit plus important des services laisse à penser que le déficit des comptes courants s'est aggravé en 1992, se situant environ à 8 milliards de dollars E.U. contrairement à 1990 où il avait substantiellement diminué en raison des effets de la crise du Golfe sur les prix des exportations pétrolières. Selon le FMI, le flux net combiné de ressources financières vers toutes les sous-régions de l'Afrique, à l'exception de l'Afrique du Nord, n'a guère changé en 1992, demeurant inférieur à 20 milliards

de dollars. Les ressources financières internationales supplémentaires sont essentiellement allées à l'Asie et aux économies en transition de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique.

Le problème de la dette de l'Afrique est demeuré sans solution en 1992 quand bien même le fardeau de la dette d'autres pays en développement a été considérablement allégé et a cessé d'être la menace qu'il constituait au début des années 80. Pour la région africaine, d'un autre côté, le rapport de la dette à la valeur totale des exportations annuelles de la région est passé de 230% à la fin de 1991 à 237% tandis que le service de la dette absorbe actuellement environ 31% des exportations de biens et services. Jusqu'ici, les appels lancés par l'Afrique pour qu'on annule environ 80% de la dette bilatérale publique, se sont heurtés à l'opposition farouche de certains créanciers, ce qui entrave l'application des propositions de Trinidad concernant la dette commerciale. Ainsi, malgré le début de mise en oeuvre des "modalités de Toronto" pour les pays africains éligibles, il est probable que le fardeau de la dette de la région africaine s'alourdira dans les années à venir, spécialement lorsque les obligations des pays africains - notamment pour la douzaine d'entre eux fortement endettés à l'égard de l'ex-URSS sont prises en considération. Il demeure, par conséquent, indispensable de lancer une nouvelle initiative pour s'attaquer à ce problème fondamental pour l'avenir économique du continent.

Dans une région aussi vaste que l'Afrique, les tendances régionales globales ne révèlent pas dans toute leur diversité les résultats économiques différenciés entre les secteurs, les pays et les différentes régions. Par exemple, malgré la lenteur de l'augmentation de la production dans la majorité écrasante des pays africains en 1992, un certain nombre de pays ont enregistré une croissance assez vigoureuse du fait en partie de la restauration de la capacité de production qui avait été perdue du fait d'arrêts de travail et de grèves ou en raison de sévères restrictions des importations. Les pays exportateurs de pétrole ont, en général, réalisé une meilleure performance que les autres pays - quand bien même la croissance dans ces pays, en tant que groupe, est demeurée décevante, se situant seulement à 2,8% contre 1,9% pour les pays importateurs nets de pétrole. Parmi les exportateurs de pétrole, seuls des pays non membres de l'OPEP, tels que le Congo, l'Egypte et l'Angola ont pu augmenter leurs recettes pétrolières en 1992 alors que des réductions de production étaient en vigueur dans les Etats membres de l'OPEP, le prix moyen du baril étant demeuré pratiquement le même qu'en 1991.

Les résultats de l'agriculture ont été très inégaux. La production alimentaire a été préoccupante, compte tenu notamment de la sécheresse en Afrique de l'Est et en Afrique australe mais la production de cultures commerciales telles que le cacao, le café et le thé semblent avoir augmenté légèrement, grâce à la libération des prix des exportations dans la plupart des pays africains. Les récoltes de cultures vivrières et les perspectives ont été assez bonnes cette année dans les pays sahéliens habituellement frappés par la sécheresse. De même, ce ne sont pas tous les pays de l'Afrique australe qui ont été affectés par cette catastrophe naturelle: en Angola, par exemple, on s'attend à une récolte exceptionnelle.

Au niveau des sous-régions, c'est l'Afrique du Nord qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé du PIB, 3,8%, suivi par l'Afrique de l'Ouest, avec 2,4%. L'amélioration de la situation en Egypte, qui a bénéficié d'une réduction importante du service de la dette, de

l'augmentation de la production agricole et d'un redressement du tourisme, des résultats économiques très satisfaisants en Tunisie et un accroissement de la production agricole au Soudan sont les principaux facteurs à l'origine d'une évolution moins négative qu'ailleurs en Afrique. Par contraste, les sous-régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale ont enregistré les plus mauvais résultats, le PIB augmentant de moins de 1% dans la première et baissant d'environ 1,2% dans la seconde. Une sécheresse exceptionnelle est le principal facteur à l'origine de cette situation. Pour l'Afrique centrale, la baisse considérable de la production et l'hyperinflation qui sévissent au Zaïre ont constitué des facteurs aggravants. Le PIB a diminué de près de 5% dans ce pays en 1992 après avoir baissé de 10% en 1991 et le taux de change par rapport au dollar était de plus de 650 000 zaïres en août 1992 contre un peu plus de 15 000 en 1991 et 720 en 1990!

En général, en 1992, la politique macro-économique a été mise en oeuvre dans le cadre des restrictions budgétaires et monétaires et de la consolidation des réformes de structure amorcées précédemment. Ce processus a entraîné des dévaluations d'une grande ampleur (en Ethiopie, au Nigéria et en Mauritanie); des mesures de privatisation (au Nigéria, au Ghana, en Uganda, au Mozambique, en Tanzanie); la rationalisation du fonctionnement des entreprises publiques (en Uganda, au Kenya, en Tanzanie) des réductions de personnel et des dispositions visant à améliorer l'efficacité de la fonction publique (en Guinée équatoriale, en Uganda et au Mozambique). Les efforts déployés pour faire face aux déséquilibres de l'économie nationale et rétablir la stabilité financière ont amené de nombreux pays à continuer d'appliquer des mesures d'austérité souvent draconiennes. L'importance des restrictions budgétaires dans la région peut s'apprécier en relation avec la diminution des déficits budgétaires qui, de 12% du PIB en 1987 sont passés à 5% en 1991. Cette politique a dû être poursuivie en 1992 en dépit de l'allocation de ressources accrues au service de la dette. Les dépenses d'équipement, spécialement dans le secteur social, ont continué de faire l'objet de coupes sombres, aggravant le sort des populations concernées.

En 1992, les taux d'inflation ont augmenté rapidement dans un certain nombre de pays à la suite des dévaluations, de la libération des prix, des pénuries et d'une création monétaire excessive. L'inflation au Nigéria et au Zaïre a été provoquée en particulier par les déséquilibres budgétaires et le financement du déficit qui, à leur tour, ont soumis les monnaies à rude épreuve, entraînant leur dévaluation et le cercle vicieux de l'inflation et de l'instabilité monétaire. Un certain nombre de pays, cependant, tels que le Botswana, le Rwanda, le Ghana, l'Ile Maurice et certains pays de la zone franc semblent avoir maîtrisé l'inflation.

En général, des résultats économiques à peine stabilisés et les réformes de structure mises en oeuvre avec difficulté ont continué d'avoir une incidence néfaste sur le bien-être des populations africaines et ce, dans toutes les sous-régions. Pratiquement, tous les indicateurs sociaux ont continué de se dégrader en 1992.

Comme indiqué précédemment, l'année 1992 a été marquée par des réductions d'effectifs dans les services et les entreprises publiques. Ces mesures visent, certes, à réduire les coûts et à améliorer l'efficacité à moyen terme du secteur public, mais les perturbations graves entraînées

notamment sur le plan social, bien que difficilement mesurables, doivent être reconnues. Il est certain que la stagnation économique qui s'accompagne de l'accroissement continu et rapide de la population, le chômage, déclaré ou camouflé, ont continué d'empirer, avec de graves conséquences sur la cohésion sociale et la sécurité des citoyens.

Du fait des compressions budgétaires, les dépenses consacrées par les gouvernements au secteur socio-éducatif tels la santé et l'enseignement ont continué de baisser en termes réels et on a recours, de plus en plus, à des mesures de recouvrement des coûts sans que des dispositions soient prises en faveur des populations démunies. Les cas de maladies, que l'on croyait pourtant jugulées depuis longtemps, telles que la méningite, la maladie du sommeil, le paludisme, la tuberculose et le choléra, sont en augmentation depuis ces dernières années. La pandémie causée par le virus du SIDA (VIH) a continué de se propager en 1992 en dépit des campagnes lancées pour modifier les comportements et la contenir. Qu'il me soit permis de citer le Directeur général de l'OMS, M. Nakajima, qui a récemment attiré l'attention de la Conférence des ministres africains de la santé à Brazzaville sur le fait que "dans moins de huit ans, un million de personnes - en grande partie des adultes à la fleur de l'âge - mourront chaque année du SIDA et laisseront derrière eux des familles désespérées". Dans les années à venir, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour contrecarrer ce terrible fléau; les pays qui disposent de ressources et technologiquement plus avancés, devraient apporter rapidement tout l'appui moral, financier et technique nécessaire notamment aux pays d'Afrique à faible revenu,

B. PERSPECTIVES POUR 1993

Compte tenu de ce tableau préoccupant, les perspectives immédiates de l'économie africaine sont pour le moins incertaines. Ce qui fait peu de doute c'est que son évolution dépendra, dans une mesure appréciable, de la situation des pays de l'OCDE qui sont, pour les économies africaines, les principaux partenaires commerciaux et les sources essentielles de capitaux, des facteurs climatiques et des résultats de l'agriculture, et aussi de l'arrêt ou non des guerres civiles et des tensions politiques dont dépendent le rétablissement de la sécurité et de la stabilité, de la poursuite des réformes économiques dans la préservation d'un minimum de justice sociale et du niveau de financement en faveur du "Nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90".

Par ailleurs, il va de soi qu'une évaluation réaliste des perspectives économiques de l'Afrique doit nécessairement tenir compte de la pression continue à la baisse qui s'exerce sur les prix des produits de base africains, du fardeau de la dette extérieure et de l'insuffisance des flux de ressources. La dette extérieure de l'Afrique a crû inexorablement dans les années 80 à tel point qu'elle excède à présent le PIB de la région et représente, on vient de le noter, presque deux fois et demi la valeur de ses exportations. Une reprise vigoureuse de l'économie africaine ne sera pas possible sans une réduction substantielle de l'encours de la dette extérieure et du service de cette dette et sans une réelle augmentation des flux financiers nets.

Il y a toujours des incertitudes quant à la vigueur de la reprise économique dans les pays membres de l'OCDE en 1993. Compte tenu des prévisions actuelles, il ne semble pas que l'économie mondiale soit sur la voie d'une relance vigoureuse. Les risques d'une régression de la croissance de l'économie mondiale sont bien réels, si l'on tient compte de l'extrême lenteur de la reprise. Si le scénario pessimiste d'une récession auto-entretenu se concrétisait, cela aurait des conséquences graves sur le commerce international et la croissance. Dans ce cas, on ne pourrait guère s'attendre à ce que la croissance de l'économie africaine soit fortement stimulée en 1993 par l'évolution des économies des pays industrialisés.

Au niveau interne, il y a des indices encourageants qui laissent présager une amélioration dans le secteur agricole. Des indications laissent prévoir que la sécheresse en Afrique australe et en Afrique de l'Est est peut-être arrivée à son terme. Dans de nombreux pays de la sous-région, on s'emploie à préparer la terre pour la campagne 1992-1993 et la pluie a déjà commencé à tomber dans certains d'entre eux. Mais même avec les meilleures conditions climatiques, il ne pourra y avoir d'amélioration significative en ce qui concerne les déficits alimentaires structurels dans certaines parties du continent que si les problèmes des réfugiés et des personnes déplacées et les conflits internes sont rapidement réglés, lesquels non seulement perturbent la production agricole dans les zones de conflit mais entravent les efforts déployés pour la distribution de l'aide humanitaire et assurer, dans les régions déficitaires, l'acheminement des vivres provenant des zones excédentaires.

Les perspectives sont inégales dans le secteur des industries extractives où les tendances de la demande extérieure, déterminante, demeurent peu encourageantes et pourraient même empirer dans le cas du secteur pétrolier lorsque, comme prévu, l'Iraq et le Koweït produiront à nouveau à pleine capacité en 1993. Compte tenu des incertitudes qui planent sur les résultats des économies des Etats membres de l'OCDE, en particulier les Etats-Unis, il est peu probable que les quotas de production des pays exportateurs de pétrole membres de l'OPEP augmentent sensiblement en 1993. Dans les autres industries extractives, le récent approvisionnement du marché en produits provenant des économies en transition de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique a déjà commencé à pousser les prix vers le bas et à réduire les marges des producteurs africains.

Les investissements intérieurs pourraient croître en 1993, mais les problèmes posés pour le financement des programmes et les nouvelles conditionnalités des pays donateurs et des institutions financières multilatérales constituent une réelle source d'incertitudes; le fardeau du service de la dette continuera, d'autre part, de peser lourdement sur la balance des paiements. Même si les flux de ressources vers l'Afrique venaient à augmenter substantiellement en 1993, les pays africains auraient encore besoin de mobiliser plus de ressources au niveau intérieur alors que leurs moyens financiers sont limités et déjà surexploités. La seule tendance macro-économique positive en 1993 sera peut-être une certaine réduction de l'inflation.

Concernant la sécurité et la paix, si nécessaires au développement, on peut à présent s'attendre à ce que l'attention accrue de la communauté internationale, notamment du fait de la tragédie somalienne, et grâce aux efforts inlassables du Secrétaire général, le Dr. Boutros

Boutros-Ghali, soit mobilisée pour apporter au continent tout le soutien dont il a besoin pour amorcer l'application d'une stratégie destinée à faire des pays africains des partenaires véritables dans la société internationale. L'utilisation d'un potentiel militaire, notamment américain, en Somalie, devrait permettre de rétablir la paix dans le pays et, partant, de faciliter une opération humanitaire de vaste envergure et de préparer le terrain à la reconstruction sociale, politique et économique du pays. On s'attend également à ce que les initiatives de l'ONU en Angola assurent une réelle réconciliation nationale, le bon déroulement du deuxième tour des élections présidentielles et l'établissement de la paix. Le Conseil de sécurité a annoncé des mesures concrètes pour assurer la transition de la guerre vers la paix au Mozambique au cours des douze prochains mois, et des enseignements ont été tirés de l'expérience angolaise. L'ANC et le Gouvernement minoritaire sud-africain devraient accélérer les négociations sur la constitution et commencer à mettre plus concrètement l'accent sur la transition politique vers le gouvernement par la majorité et sur les moyens de redonner aux investisseurs confiance dans l'économie du pays. Cela devrait avoir des conséquences positives sur l'ensemble de l'Afrique australe.

On ne sait pas encore, à ce stade, comment la situation évoluera au Libéria et au sud du Soudan, mais il est possible que la tendance générale vers la réconciliation dans les régions concernées aura un effet positif sur ces pays.

Compte tenu de toutes ces données, il est probable que le taux de croissance du PIB de l'Afrique atteigne 3% en 1993, stimulé par une modeste augmentation de la production agricole. Ce taux est à peu près équivalent au taux d'accroissement de la population et bien en-deçà du taux moyen de 6% envisagé dans le cadre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

C. PERSPECTIVES DU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE POUR 1993 ET AU-DELA

En 1992, l'attention de la communauté internationale s'est plus ou moins concentrée sur trois questions géopolitiques essentielles: l'environnement mondial, la bio-diversité et le développement durable; la sécurité et la stabilité internationales en tant que fondement de la paix et de la prospérité dans le monde; et la poursuite de la libéralisation du système commercial international. Le consensus qui se dégage actuellement dans les instances internationales quant aux mesures stratégiques à prendre pour s'attaquer à ces questions influera largement, dans un avenir proche, sur l'orientation du processus politique vers la démocratie, les réformes économiques et le développement des pays africains.

La question du lien entre l'environnement et le développement a été le thème de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement - le Sommet de la Terre - en juin 1992, à Rio de Janeiro, durant laquelle l'Agenda 21 a été adopté. Les questions relatives à la sécurité et à la stabilité internationales et à la paix ont été au coeur de l'important rapport du Secrétaire général intitulé "Un Agenda pour la paix", publié en juillet 1992, dans lequel des mesures pratiques en ce qui concerne la prévention et la gestion des conflits ainsi que le rôle de l'Organisation des Nations Unies sont proposées.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Compte tenu de l'importance que revêtent l'environnement et la stabilité pour l'économie africaine, qu'il me soit permis d'évoquer les mesures et les propositions contenues dans ces deux documents majeurs, notamment pour l'Afrique, et la manière dont le continent devrait les prendre en charge. J'examinerai en outre le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, une année après son adoption, et la question des ressources dont l'Afrique a besoin pour s'engager dans un processus de développement vigoureux et durable. Je ferai enfin quelques observations, d'un point de vue africain, sur l'état actuel des négociations d'Uruguay dans le cadre du GATT.

L'Agenda 21 est un programme d'action historique qui traduit le consensus à l'échelle mondiale et l'engagement politique au plus haut niveau quant à la coopération internationale dans le domaine du développement et de l'environnement et qui indique les objectifs et les activités ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour appliquer le principe du développement durable.

La croissance et la transformation économique, le développement social et l'élimination de la pauvreté sont considérés comme les priorités des pays en développement, étant des conditions essentielles à la réalisation des objectifs nationaux et mondiaux de durabilité. En d'autres termes, l'intégration du volet "environnement" dans le processus de développement passe par l'intensification des efforts en vue de la concrétisation de ces priorités des pays en développement. Et, à cet égard, l'Agenda 21 précise bien que c'est d'abord aux gouvernements de veiller à ce que les engagements convenus soient tenus, la coopération internationale visant à appuyer et à compléter les efforts des pays eux-mêmes étant cependant d'une portée majeure.

Pour s'acquitter de leurs engagements au titre de l'Agenda 21, les pays africains devront s'attaquer aux causes réelles de leurs problèmes d'environnement. De toute évidence, la pauvreté qui sévit à grande échelle est le principal facteur à l'origine de la détérioration de l'environnement en Afrique, entraînant l'affaiblissement des capacités agricoles de l'Afrique, la réduction du niveau d'autosuffisance alimentaire, la dégradation du potentiel économique et, inévitablement, cercle vicieux, l'aggravation de la pauvreté. Le déséquilibre croissant entre la croissance de la population et la production vivrière est la plus grave menace que la détérioration de l'environnement fait planer sur l'Afrique. la pauvreté crée des pressions continues sur les ressources de la terre telles que le bois qui sert à satisfaire les besoins en énergie des populations. Les techniques culturelles anachroniques et la surexploitation des pâturages conduisent à la détérioration des sols. Elles ont pour effet combiné le déboisement, l'érosion des sols et la désertification. C'est pour ces raisons précisément que les pays africains ont demandé avec insistance, et obtenu, un engagement ferme en faveur de l'élaboration d'une convention internationale sur la désertification.

Les autres problèmes d'environnement ont pour cause le manque d'eau potable, la pollution de l'air, le manque de logements décentes ainsi que de moyens d'assainissement et

d'élimination des déchets dans la plupart des établissements humains; la situation est particulièrement critique dans les quartiers pauvres de villes souvent très polluées.

Trois facteurs auront une importance particulière dans la mise en oeuvre de l'Agenda 21; à savoir le développement des moyens nationaux en faveur des programmes d'environnement et du développement, la mobilisation des ressources financières et technologiques requises et l'évolution du système économique international. La coopération internationale est cruciale en ce qui concerne chacun de ces trois facteurs. Conformément à l'esprit de l'Agenda 21 et des engagements pris à cet égard, la communauté internationale doit appuyer et compléter les efforts des pays africains en vue d'un développement durable en leur fournissant les ressources financières et l'assistance technique nécessaires à des conditions satisfaisantes et notamment en supprimant les pratiques commerciales restrictives qui entravent la diversification et le développement de l'économie africaine.

De son côté, la CEA renforcera sa capacité de coopérer davantage encore avec les Etats membres pour qu'ils puissent s'orienter plus efficacement vers le développement durable, identifier et promouvoir des projets régionaux et sous-régionaux qui leur permettent de réaliser les objectifs de l'Agenda 21 et, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et institutions africaines, obtenir un soutien international accru en faveur de l'Afrique. Signalons, à cet égard, que l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Conférence des ministres de la CEA, chargés du développement économique, sera consacré en partie à une évaluation du Sommet de la Terre et à la mise au point d'un programme de travail conséquent pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21.

"Un Agenda pour la Paix", représente une analyse globale et approfondie des modalités de mise en oeuvre d'un des objectifs principaux de l'Organisation des Nations Unies à savoir:

Maintenir la paix et la sécurité internationales et, à cette fin, prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter toute menace à la paix ... (Article 1 de la Charte des Nations Unies).

A cette fin, la prévention et la gestion des conflits sont examinées et des propositions consistantes sont présentées. Quatre phases sont identifiées: diplomatie préventive, instauration de la paix, maintien de la paix et édification de la paix après les conflits. De façon plus significative, le rapport réaffirme que les causes et les conséquences des menaces à la paix et à la sécurité et des conflits à grande échelle sont à rechercher non seulement au niveau purement politique mais aussi dans l'injustice économique et sociale.

Ainsi Un Agenda pour la Paix nous remet en mémoire le fait que la paix et la sécurité, le développement économique et sociale sont indivisibles. L'expérience qu'a connue l'Afrique durant les 15 dernières années, lorsque les troubles sociaux prolongés et les conflits armés ont détruit la base économique et entraîné la dégradation sociale dans un certain nombre de pays, corrobore cette observation.

A la lumière de la douloureuse expérience de la Somalie, Un Agenda pour la Paix contient également un message spécifique pour l'Afrique: nous avons grand besoin de concevoir de nouvelles institutions et mesures et/ou de renforcer celles qui existent et de disposer de moyens de médiation et de gestion non seulement des différends entre Etats mais aussi des conflits internes sans les laisser dégénérer et échapper à notre contrôle. Le deuxième enseignement est que "le respect des principes démocratiques à tous les niveaux de la vie sociale est crucial: dans les collectivités, au sein des Etats et au sein de la communauté des Etats. Notre devoir constant devrait être de maintenir l'intégrité de chacun tout en recherchant un dessein harmonieux pour tous". En Afrique, cela veut dire que dans les efforts actuellement déployés pour assurer le redressement économique, on devrait veiller à ce que les réformes de structure portent sur une répartition équitable des avantages et des coûts pour toutes les couches de la société, adopter des mesures pour protéger les couches les plus défavorisées et veiller à ce que la transition vers la démocratie se déroule sans grandes difficultés.

Partie intégrante de l'Organisation des Nations Unies, la CEA est prête à jouer son rôle dans la mise en oeuvre de l'Agenda pour la Paix en Afrique. A cet égard, la CEA met au point des programmes de coopération en faveur de diverses catégories de pays africains, dans le cadre de l'Agenda. En tout premier lieu, la CEA donne la priorité aux pays où les besoins de reconstruction et de redressement se font le plus sentir: ceux qui sortent de conflits violents. Nous nous employons, parallèlement, à trouver des moyens de fournir un appui multiforme aux pays en transition vers la démocratie. Il est nécessaire que les formes particulières d'appui que la CEA fournira correspondent bien aux besoins particuliers des Etats membres concernés. A la fin de 1991, l'Assemblée générale des Nations Unies a, à sa quarante-sixième session, lancé le **nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF)**. Ce Programme a été salué par l'Afrique et par ses partenaires au sein de la communauté mondiale comme "une nouvelle entente pour la coopération". Le Programme a été adopté suite au **Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (PANUREDA)** qui, selon l'évaluation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n'a pas, pendant les cinq années qu'il a duré, répondu aux attentes qu'il avait fait naître, lors de son adoption.

Le Programme d'action n'a pas permis d'assurer un redressement économique soutenu en Afrique pour quatre raisons essentielles:

En premier lieu, tout au long de la période 1986-1990, la sécheresse et les conflits armés prolongés ont continué de ravager les pays de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique australe où un certain nombre de pays ont été en proie, en outre, à des troubles politiques déstabilisants.

Deuxièmement, les programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont été appliqués au cours de cette période par de nombreux pays africains avec l'assistance technique et financière des institutions issues de Bretton Woods, ont initialement mis l'accent sur les objectifs à court terme de stabilisation plutôt que sur les objectifs de développement à long terme plus larges du PANUREDA.

La détérioration des termes de l'échange de l'Afrique au cours de la seconde moitié des années 80 a privé l'Afrique des ressources financières dont elle avait besoin pour exécuter le programme.

Enfin, les Etats membres du Comité d'aide au développement (CAD) n'ont pas, dans l'ensemble, tenu l'engagement qu'ils avaient pris, d'augmenter de 9 milliards de dollars par an, leur aide publique au développement (APD) par rapport à son niveau d'avant le PANUREDA.

La raison d'être du nouveau Programme pour le développement de l'Afrique est donc de s'attaquer aux obstacles qui ont empêché la mise en oeuvre du Programme d'action et de mettre le continent sur la voie d'une croissance économique et d'un développement dynamiques. Environ 55 % de la population africaine vivent dans des pays où le revenu par habitant, en 1990, se situait entre 80 et 350 dollars, bien moins d'un dollar par jour! Pour cette raison, l'Afrique et ses partenaires se sont fixés comme objectif un taux de croissance annuel moyen de 6% au cours des deux prochaines décennies pour réduire la pauvreté en faisant en sorte que le revenu par habitant de l'Afrique soit le double de son faible niveau actuel.

C'est là un objectif que d'aucuns considèrent trop ambitieux. Mentionnons pour mémoire qu'à un moment où le message le plus répandu, après Rio, est celui de la quête "d'un développement durable pour un avenir commun de l'humanité", les riches pays de l'OCDE, qui mettent en place de puissants groupements économiques, à effet multiplicateur, disposent déjà d'un revenu annuel moyen de plus de 20 000 dollars. Les gouvernements africains doivent travailler avec acharnement à l'accroissement de la production, au renforcement de l'épargne et de l'investissement dans la sécurité nationale et la stabilité politique en assurant les conditions d'une participation populaire démocratique.

Il faut, en effet, accélérer la mise en place de régimes démocratiques responsables, dans le respect des droits de la personne humaine, assurer une bonne administration, lutter contre la corruption, réduire au maximum les dépenses militaires au bénéfice de l'éducation et de la formation et du développement humain généralisé. Il est certain, en outre, que la libéralisation politique ne doit pas signifier l'anarchie politique et sociale, génératrice de régression économique et d'insécurité. A cette fin, la Commission économique pour l'Afrique en appelle à tous ceux qui, partisans de la démocratie, participent au processus démocratique afin qu'ils respectent les règles de la démocratie et s'engagent à accepter le verdict souverain du peuple sachant que, pour que la démocratie fonctionne convenablement, un parti ou une coalition au pouvoir ainsi qu'une opposition loyale et constructive sont nécessaires, lesquels devraient, en Afrique plus qu'ailleurs, travailler dans le cadre d'un consensus national en faveur d'objectifs nationaux prioritaires: défense des institutions démocratiques, principe de responsabilité, de bonne gestion des affaires publiques pour, avant tout, servir les populations et promouvoir leur bien-être.

Nous devons également, en Afrique, mettre l'accent, désormais, sur la mystique du renforcement constant des capacités humaines à tous les niveaux tant dans les régions rurales qu'urbaines, chez les agriculteurs comme chez les artisans et dans tous les secteurs d'activité au

sein de la population adulte et au sein des jeunes, parmi les garçons et les filles, les hommes et les femmes. Etant d'environ 60% pour les femmes et de 50% pour les hommes, le taux d'analphabétisme chez les adultes en Afrique est élevé et inacceptable. Dans les pays les moins avancés en Afrique (PMA), le taux d'inscription dans les écoles primaires se situe à peine autour de 50%! Les taux d'inscription dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur sont encore bien plus faibles.

La mondialisation de l'économie et le rôle devenu fondamental de la compétitivité, marginalisant les valeurs de solidarité et de justice sociale, sont des facteurs essentiels que les pays africains comme les pays sous-développés en général doivent désormais reconnaître comme des données incontournables. Les contraintes en matière d'environnement auxquelles se heurte l'Afrique seront de plus en plus dures. Par conséquent, l'Afrique ne pourra réaliser ses objectifs en matière de développement durable tant que la situation déplorable des capacités humaines ne sera pas radicalement améliorée. Il est élémentaire, de ce point de vue, que pour accroître rapidement la production dans l'agriculture et dans les autres secteurs d'activité, il faudra développer massivement l'alphabétisation, l'éducation et la formation et l'application volontariste des sciences et des techniques. La coopération internationale, y compris celle des Organisations non-gouvernementales du domaine humanitaire, trouverait là son meilleur terrain d'application. N'oublions surtout pas que, avec des niveaux moyens de revenus très faibles, déjà cités, la population de l'Afrique s'accroît chaque année de 3% environ...

S'agissant de l'enseignement de type classique, du primaire au supérieur, il y a trois questions auxquelles les pays africains devraient s'attaquer sans retard: d'abord, comment réaliser l'enseignement primaire universel, secondaire et/ou technique dans les meilleurs délais et comment réformer radicalement les programmes afin de leur donner une orientation plus pratique compatible avec les exigences du développement scientifique et technologique, notamment pour atteindre rapidement un niveau plus satisfaisant de compétitivité dans l'économie mondiale en mutation, tout en préservant au mieux le riche et vieil héritage culturel, y compris les valeurs traditionnelles des peuples africains. La troisième question concerne le niveau de mobilisation de ressources humaines et financières avec le concours de la communauté internationale afin que l'Afrique soit désormais perçue, tout comme les pays de l'est européen, comme une région en transition, c'est-à-dire destinée à intégrer l'économie internationale comme un partenaire à part entière, une région qui vivrait de l'exploitation de son immense potentiel et non plus, pour beaucoup de ses membres, de l'assistance des "donateurs". Voilà des domaines où le système des Nations Unies, y compris la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, devront travailler, en étroite collaboration, à la concrétisation de ces objectifs, dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale.

Un autre volet du développement humain en Afrique concerne l'adoption de moyens appropriés pour améliorer l'état de santé de la population. Compte tenu de la modicité des ressources financières, le système de soins de santé en Afrique devra, pour l'essentiel, développer des programmes préventifs - large diffusion de l'information pour une nutrition saine, fondée sur les productions locales, des modes de vie sains, la protection des ressources en eau, etc., la vaccination généralisée contre les maladies transmissibles et la modification des comportements,

en vue de l'adoption de pratiques, acceptables sur le plan culturel, dans le cas de maladies, incurables actuellement, telles que le syndrome de l'immuno-déficience acquise (SIDA). Un tel système fera appel à des agents sanitaires, qualifiés, judicieusement disséminés, spécialement dans les régions rurales. Cette approche, qui vise à s'attaquer aux causes fondamentales des maladies et de la morbidité, diminuera la pression sur le nombre insuffisant d'hôpitaux bien équipés et réduira les coûts élevés des soins de santé. Il est souhaitable, néanmoins, que les pays africains apportent des solutions adéquates aux problèmes de financement rationnel des traitements d'urgence. Les mesures qui, récemment, ont été introduites dans un certain nombre de pays en ce qui concerne le partage ou le paiement intégral des coûts, sont manifestement irréalistes dans de nombreux cas.

Enfin, le redressement, le développement et la compétitivité impliquent une accélération de la coopération à objectif d'intégration, aux niveaux sous-régional et régional, au moyen d'une approche à trois volets: l'expansion et l'interconnexion des infrastructures, le développement harmonisé des structures de production agricoles et industrielles, la libéralisation des échanges, et l'intégration des marchés grâce à un système efficace de règlement des paiements et de convertibilité des monnaies dans les meilleurs délais. C'est là la stratégie du Traité instituant la Communauté économique africaine, adopté par les chefs d'Etat africains à Abuja, le 3 juin 1991. Il est utile de rappeler qu'à l'heure actuelle, le commerce intra-africain, ne représente, situation combien préoccupante, que 5% de la valeur totale du commerce extérieur total de la région! Il va de soi que, notamment pour réduire le déficit de la balance des paiements de la région, les pays devront dynamiser rapidement le commerce intra-africain.

Il semble que la période post-guerre froide sera caractérisée par des relations multilatérales accrues entre blocs économiques. On en voit la confirmation dans la récente création de la Zone nord-américaine de libre échange qui regroupe les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, le lancement du Marché unique de la Communauté européenne à partir du 1er janvier 1993 et même dans les récentes négociations entre les Etats-Unis et la Communauté européenne pour surmonter les obstacles qui s'opposent à la conclusion des négociations d'Uruguay dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Cette évolution ne peut être complète, pour assurer "notre avenir commun", sans un progrès réel, avec le soutien des partenaires de l'Afrique, vers la création de la Communauté économique africaine.

Pour diversifier et moderniser l'infrastructure de production africaine et pour lui donner des bases solides, tenant compte des contraintes d'environnement, des investissements considérables seront nécessaires. Par exemple, pour atteindre l'objectif défini dans le cadre du Nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, il faudrait, d'après nos calculs préliminaires - qui seront présentés à la prochaine réunion du Conseil des ministres de la CEA - faire passer le taux brut d'investissement intérieur de son niveau de 20% du PIB environ pendant la période couverte par le PANUREDA (1986-1990) à approximativement 30 à 35% au cours de la deuxième moitié de la présente décennie. Ce sera sans aucun doute une tâche ardue surtout si on considère que dans un nombre important de nos pays, ce taux est resté, pour la période 1986-1990, très inférieur à la moyenne régionale.

Pour atteindre ce niveau d'investissement ambitieux, il faudra accroître le taux d'épargne intérieure en Afrique. C'est un moyen de réduire la croissance de l'endettement extérieur et de concrétiser la plus grande autonomie possible au niveau collectif des économies africaines.

Une part très importante de l'augmentation de l'épargne intérieure globale devra être réalisée par le secteur public, grâce à un réaménagement des priorités, à la rationalisation et à l'exploitation des possibilités de réduction des dépenses et de rentabilité, sans qu'il y ait baisse de la qualité des services essentiels. Les "dividendes de la paix", provenant de la diminution des conflits internes et inter-Etats et de la réduction des dépenses militaires au profit d'activités plus productives, pourraient assurer une grande partie des ressources nécessaires.

Toutefois, étant donné l'ampleur des problèmes structurels de l'Afrique et les limites de ses moyens économiques, elle aura encore un besoin vital des ressources extérieures complémentaires provenant de ses partenaires pour le développement. Outre une augmentation de l'Aide publique au développement, les pays africains ont besoin de mettre au point des stratégies individuelles et collectives permettant d'inverser le flux des capitaux et d'attirer les investissements directs étrangers ainsi que d'importants volumes de nouveaux prêts privés. Cette démarche s'inscrit dans les nouvelles orientations décidées par la plupart des pays africains qui consistent à favoriser un climat propice aux investissements, qui soient également favorables aux investisseurs nationaux et étrangers ainsi qu'au partage des bénéfices et des risques inhérents à la croissance économique entre les partenaires africains et étrangers.

Par ailleurs, des mesures seront nécessaires pour inverser la tendance défavorable des termes de l'échange et pour permettre l'accès des produits africains aux marchés internationaux en levant les barrières tarifaires et non-tarifaires. A cet effet, souhaitons, en faveur des pays en développement en particulier, que les négociations d'Uruguay soient rapidement menées à bonne fin en tenant également compte des intérêts des pays du Sud. Les négociations portent sur l'introduction de profondes réformes visant à soumettre les échanges de services et de produits agricoles aux règles de cet Accord, à libéraliser les réglementations de l'investissement direct étranger et des entreprises étrangères et à rendre plus rigoureux le respect des droits de propriété intellectuelle. D'où les enjeux considérables pour l'Afrique en développement!

Les événements de ces dernières semaines, qui indiquent l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations bilatérales entre les Etats-Unis d'Amérique et la Communauté européenne en matière de commerce des produits agricoles font réellement appréhender un échec des négociations. Il faut espérer toutefois que lorsque ces négociations auront abouti, à la satisfaction des parties intéressées - l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon - les conditions du fonctionnement du commerce international ne sera pas devenu considérablement moins avantageux pour les pays en développement dont les exportations sont dominées par les produits agricoles et transformés et par une production à faible technologie ou provenant d'industries naissantes.

D'un autre côté, les pays du Sud pourraient être obligés d'avoir à supporter des coûts considérables pour ce qui est des concessions à faire aux fournisseurs de services des pays du

Nord plus avancés et de dépenser plus pour le transferts de technologies alors qu'il se pourrait que, en même temps, l'accès des produits du Sud aux marchés du Nord continue à se heurter à des barrières non tarifaires savamment mises en place. Compte tenu de la situation défavorable de l'Afrique, des mesures d'encouragement à la production agricole et à l'industrialisation impliqueraient que l'Afrique devrait bénéficier de mesures préférentielles dans l'application du nouveau train de règles commerciales, après que les négociations du GATT auront été menées à bien.

Excellences,
Mesdames et messieurs,

Les conditions de développement de l'Afrique sont et seront très difficiles. Les Nations Unies, en particulier la CEA, au niveau régional, devront apporter tout le concours possible afin de contribuer à relever les défis.

Des réformes profondes de la structure et du fonctionnement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ont été amorcées par le Secrétaire général, le but étant d'assurer une plus grande efficacité et de répondre de façon plus adéquate aux besoins des Etats membres. C'est dans ce contexte que la CEA examine actuellement ses structures et programmes en vue de rationaliser le fonctionnement de notre organisation et de dynamiser les activités jugées prioritaires par les pays africains.

La Commission doit de plus en plus jouer son rôle moteur et faire face, de manière accrue, à sa mission de coordination des activités du système des Nations Unies au niveau régional, en Afrique. Cela est devenu plus nécessaire que jamais, notamment pour l'étude des priorités et pour la rationalisation de l'affectation et de l'utilisation de ressources malheureusement beaucoup trop faibles en comparaison des besoins.

En ce qui concerne les programmes et projets, l'intervention de la Commission devra toucher aux trois domaines essentiels qui seront désormais: l'assistance humanitaire, la réhabilitation et la reconstruction et le développement et la transformation à long terme. La Commission ne peut se cantonner dans un rôle d'observateur alors que les catastrophes naturelles et celles causées par l'homme, des conflits inter-ethniques et bilatéraux, ainsi que d'autres manifestations d'instabilité politique continuent d'annihiler les efforts déployés pour le développement. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique vit concrètement ces phénomènes. Elle doit maintenant élargir ses capacités d'analyse et de coordination au domaine de l'assistance humanitaire et de la réhabilitation en même temps qu'elle intensifiera ses activités traditionnelles.

L'appui de la Commission sera crucial, particulièrement quant aux efforts que déploient les Etats membres pour mettre en oeuvre le **Traité d'Abuja instituant la Communauté économique panafricaine**. Les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC), bureaux régionaux de la CEA, exercent, à cet égard, un rôle de plus en plus

significatif. Les conséquences du transfert du pouvoir, maintenant prévisible, au groupe majoritaire démocratiquement élu en République d'Afrique du Sud et l'intégration de ce pays dans les institutions et l'économie africaines apportent une dimension nouvelle aux responsabilités de la Commission. La Commission doit aussi élargir ses activités et passer à l'élaboration et contribuer à l'exécution, pour l'Afrique, d'un programme global de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines. Elle doit également concevoir, en relation avec ses partenaires, des programmes d'appui aux nouvelles forces libérées par le mouvement en faveur du pluralisme et pour la promotion de l'esprit d'entreprise et des initiatives du secteur privé.

Pour la réalisation des tâches additionnelles à entreprendre, le personnel sera bien sûr davantage mis à contribution. Mais nous avons, à la CEA, des fonctionnaires compétents et hautement motivés. Nous devons, compte tenu des nouveaux défis, moderniser les méthodes, rationaliser les procédures et accroître la productivité. Pour la réalisation de ces objectifs, je sais que je peux compter sur votre soutien à tous, sur celui de vos gouvernements et organisations respectifs.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Afrique en développement: Croissance de la production
(en pourcentage), prix de 1980

Sous-région/groupe de pays	1980	1988	1989	1990	1991	1992*
Afrique du Nord	2,3	1,0	2,8	2,4	2,6	3,8
Afrique de l'Ouest	1,6	6,0	3,8	5,1	3,1	2,4
Sahel	2,1	3,2	5,5	-1,5	3,2	4,5
Afrique centrale	2,4	-0,6	-0,3	0,1	-3,3	-1,2
Afrique de l'Est	2,7	5,4	3,2	1,9	0,7	0,9
Afrique australe	2,4	6,1	2,6	1,0	1,3	0,7
Exportateurs de pétrole	2,0	2,3	3,0	4,0	2,7	2,8
Non-exportateurs de pétrole	2,3	4,4	2,7	1,2	0,5	1,8
Pays moins avancés	2,3	3,7	5,0	0,8	1,7	3,3
Zone franc	2,1	0,2	1,1	0,2	1,6	0,4
Afrique en développement	2,1	3,1	2,9	3,0	1,9	2,4

Source: CEA

* Prévvision

Afrique en développement: Balance des paiements
(en milliards de dollars E.U.)

	1988	1989	1990	1991	1992*
Exportations(f.o.b)	52,5	60,1	74,9	72,7	74,1
Importations (f.o.b)	66,9	67,6	74,9	79,3	83,9
Balance commerciale	-11,1	-7,4	0,0	-6,7	-9,7
Services (net)	-17,2	-18,0	-18,0	-17,3	-16,0
Balance des biens et services	-28,4	-25,4	-18,0	-23,9	-25,7
Transferts	13,8	14,4	18,3	16,7	17,1
Balance des comptes courants	-14,6	-11,0	0,3	-7,2	-8,6

Source: CEA et FMI

* Prévvision

Afrique en développement: Indices du commerce extérieur
1980 = 100

	1980	1988	1989	1990	1991	1992*
Prix des exportations	100,0	67,8	69,5	77,6	66,8	65,6
Prix des importations	100,0	110,7	110,3	120,7	118,9	121,6
Termes de l'échange	100,0	61,3	63,0	64,5	56,8	53,9
Prix des exportations (gros)	100,0	69,1	67,4	86,5	56,8	53,5

Source: Bulletin mensuel de statistiques de l'ONU et CEA

* Chiffres fondés sur les résultats du premier semestre